

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil vingt-cinq, le jeudi 09 octobre Le Conseil municipal dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Monsieur André MOLINO, Maire

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33

Date d'envoi de la convocation du Conseil Municipal : jeudi 02 octobre 2025

Étaient présent(e)s: André MOLINO, Maire, Sophie CELTON, Première Adjointe Gérard GUERRERO, Louisa HAMMOUCHE, Arthur MELIS, Sylvie LAURENT, Emilien GOGUEL-MAZET<sup>(1),</sup> Christine ARNAUDO, Hocine BEN-SAÏD, Carole HALGAND, Adjoint(e)s Patrick MAGRO, Denis CANI, Gérard ESCOFFIER, Patrick DUBESSE, Marie-Catherine BIANCO, Roselyne MANDRAS, Manuel PINTO, Anne OLIVERO, Virginie AUTIE, Sophia FELLAHI-TALBI, Audrey CERMOLACCE, Jérémy MARTINEZ, Carole ALBOREO, Paul BONZI, Maëva CHALLIES-SANCHEZ, Conseiller(e)s municipaux(ales).

Étaient excusé(e)s et représenté(e)s : Hélène FERRANDI par Arthur MELIS, Djelloul OUARET par Manuel PINTO, Ludovic DI MEO par Patrick MAGRO, Bertrand CONNIN par Audrey CERMOLACCE,

Étaient absent(e)s: Gaëlle LECOQ, Thierry AUDIBERT, Nathalie CIPRIANI, Philippe REYNAUD,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

013-211301064-20251009-06-10-2025-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/10/2025 Publication : 10/10/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

## **DELIBERATION N°06.10.2025**

(1) Arrivé avant le vote de la 5ème question

OBJET : RESSOURCES HUMAINES – Création d'emploi non permanent à temps complet pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité.

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal :

Secrétaire de séance : Maëva CHALLIES-SANCHEZ

« Conformément à l'article L.313-1 du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services. En cas de réorganisation des services, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial.

Compte tenu de l'accroissement de travail, il convient de renforcer les effectifs du service Aménagement de l'Espace.

Par ailleurs, cet emploi sera pourvu par un agent contractuel conformément à l'article L.332-23 1° du Code Général de la Fonction Publique qui autorise le recrutement sur des emplois non permanents d'agents contractuels pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité.

Cet emploi sera pourvu par un agent contractuel relevant de la catégorie C, de la filière Administrative, du cadre d'emplois des Adjoints Administratifs territoriaux, sur le grade d'Adjoint administratif.

Le contractuel sera recruté par voie de contrat à durée déterminée pour une durée maximum de 12 mois sur 18 mois consécutifs.

L'agent contractuel recevra une rémunération mensuelle calculée au maximum par référence au dernier échelon du grade de recrutement, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement ainsi que, le cas échéant les primes et indemnités instituées par l'Assemblée délibérante.

Ainsi au titre de ces impératifs, il convient de modifier le tableau-type de emplois communaux conformément au tableau ci-annexé.

Je vous propose d'en délibérer. »

## Le Conseil Municipal,

Ouï l'exposé de Monsieur le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

**Considérant** qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité,

Considérant le tableau des emplois adopté par le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

## A L'UNANIMITE

**APPROUVE** la création d'un emploi non permanent à temps complet sur le grade d'Adjoint administratif relevant de la catégorie C.

**DECIDE** de prévoir au budget les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces emplois et de modifier le tableau des emplois.

Le Maire,

Vice-Président de la Métropole

Aix-Marseille-Provence,

André MOLINO